

**PRÉFECTURE
DES BOUCHES-DU-RHÔNE**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS
LOCALES ET DU CADRE DE VIE

Marseille, le

JE
[Signature]

Bureau de l'Environnement

Dossier suivi par : Mme MARTINS

Tél. : 04.91.15.64.67.

CM/BN

N° 98-414/192-1998 A

23.11.98

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

**à l'encontre de l'Association d'Investissement des Tellines
à PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,**

VU la loi n° 76-663 du 19 Juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article 23,

VU la loi n° 92-3 du 3 Janvier 1992 sur l'eau,

VU le décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 modifié,

VU l'arrêté préfectoral n° 97-138/104-1996 A délivré le 10 Juin 1997 à l'Association d'Investissement des Tellines pour l'exploitation d'un terminal céréalier à PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE,

VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées en date du 21 Octobre 1998,

CONSIDÉRANT que l'Association d'Investissement des Tellines ne respecte pas certaines prescriptions de l'arrêté susvisé,

.../...

SUR LA PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

ARTICLE 1er :

L'Association d'Investissement des Tellines (A.I.T.), dont le siège social est sis bureaux APROPORT, Avenue Pierre Nugue, Boîte Postale n° 173 - 71105 CHALON SUR SAÔNE, est mise en demeure de respecter les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n° 97-138/104-1996 A du 10 Juin 1997 d'autorisation des silos situés quai des Tellines à PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE, selon l'échéancier joint au présent arrêté.

ARTICLE 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article 23 de la loi du 19 Juillet 1976 modifiée sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

ARTICLE 3 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 4 :

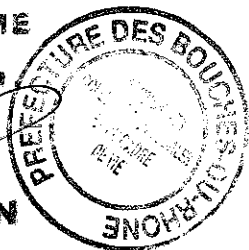
- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'ARLES,
- Le Maire de PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE,
- / - Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,

et toutes autorités de Police et de Gendarmerie

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, le maire sera en outre, chargé de son affichage dans les lieux accoutumés.

POUR COPIE CONFORME
Par délégué
Le Chef de Bureau

Martine INVERNON



MARSEILLE, le 23 NOV. 1998

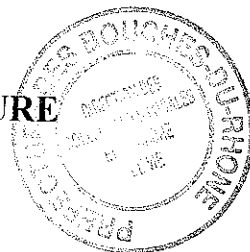
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Pierre SOUBELET

ANNEXE À L'ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

ÉCHÉANCIER DE RÉGULARISATION

(Arrêté n° 97-138/104-1996 A)



Articles	OBJET	Prescriptions résumées (se rapporter aux intitulés complets fixés dans l'arrêté préfectoral du 10/06/97)	Echéancier de réalisation
I.2.3	Modification	Toute modification, extension ou transformation notable doit être portée à la connaissance du Préfet avant réalisation	15 jours
II.5	Evacuation du personnel	Schémas d'évacuation affichés	1 mois
		Exercice annuel d'évacuation	1 mois
III.3	Caractéristiques des eaux résiduaires	Le seul rejet autorisé est celui des eaux pluviales : elles sont rejetées après traitement (déboureur-décanteur)	1 mois
IV.2.1	Dépoussiérage	Mise en place d'un programme de maintenance des dépoussiéreurs	1 mois
		Campagnes de mesure effectuées périodiquement (30 mg/Nm3 à l'atmosphère)	1 mois
VI.4	Bruit	Campagne de mesure silo à l'arrêt puis en exploitation, dans les 6 mois. A communiquer à l'IIC	2 mois
VII.2	Installations électriques	Zones définies par l'A.M. du 31/03/80 portées à la connaissance de l'IIC	15 jours
		Matériels électriques adaptés : B.T. : NF.C.15.100 H.T. : NF.C.13.100 et 13.200	30/11/98
VII.3	Foudre	Protection conforme à la NF.C.17.100	15 jours
		Dispositif de comptage des coups de foudre à installer	2 mois
VII.5	Alarme	Alarme sonore à installer, audible en tout point du bâtiment avec une autonomie minimale de 5 minutes	1 mois
VII.6	Consignes	Consignes de sécurité à rédiger	
		Plan schématique conforme à la NFS.60.302 à afficher	1 mois
VII.7	Formation du personnel	Formation particulière pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance d'installations susceptibles de porter atteinte à la sécurité et à la santé des personnes (ainsi qu'au personnel amené à intervenir dans ces installations)	1 mois
VII.10	Events	Dimensionnement adapté	1 mois
		Les événements doivent déboucher à l'air libre en des lieux où aucun personnel ne serait susceptible de se trouver exposé au souffle ou à la projection de particules incandescentes	1 mois
		Les événements, s'ils sont soufflés, doivent pouvoir être retenus pour éviter qu'ils aillent frapper une personne ou un véhicule	1 mois
VII.10.2	Elimination des corps étrangers	Dispositif de séparation magnétique et/ou gravitaire	2 mois
VII.10.5	Prévention et détection de dysfonctionnements	Contrôle et maintenance périodique des organes mobiles	15 jours
		Carnet d'entretien spécifiant : la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel	15 jours
VII.10.6	Signalement des incidents	- Sirène - Communication	1 mois
VII.10.7	Lutte contre l'incendie	2 poteaux 100 mm - débit 2000 l/min à 100 et 300 mètres de l'établissement et en bordure de la voie	2 mois
		Extincteurs appropriés aux risques, facilement accessibles et clairement indiqués	1 mois
		Instruction du personnel à la manoeuvre de ces moyens	1 mois